

## L'ARMÉE ET L'ÉTAT EN SIERRA LEONE : DE LA MOBILISATION À LA RECONSTRUCTION (1964-2002)

### ARMY AND THE STATE IN SIERRA LEONE: FROM MOBILIZATION TO RECONSTRUCTION (1964-2002)

**Benjamin OLAGBOYE**

Doctorant en histoire  
Université Félix Houphouët Boigny

#### RÉSUMÉ

L'objet de cet article est d'examiner les relations entre l'armée et l'Etat en Sierra Leone. Cet article aboutit à un double résultat : premièrement, l'histoire contemporaine de l'Etat en Sierra Leone permet de montrer le rôle de l'armée dans l'instabilité politique. Deuxièmement, à la fin de la guerre civile, l'entreprise de reconstruction de l'armée n'est pas allée en profondeur. En lieu et place d'une véritable transformation de l'armée, la réforme s'est bâtie sur d'anciennes ruines à partir l'initiative britannique. En conséquence, durant la période coloniale, l'armée a été l'œuvre des britanniques ; Elle l'est également pendant la période de reconstruction. La nouvelle architecture du nouvel instrument de défense est une combinaison de forces rebelles non étatiques et de forces supposées loyales à l'Etat.

**Mots-clés** : Sierra Leone, Armée, Etat, Mobilisation, Effondrement, Reconstruction

-----

#### ABSTRACT

*This article examines the relation between the army and the State in Sierra Leone.*

*This article leads to two main conclusions. First, the army played a key role in the political instability of Sierra Leone. Secondly, at the end of the civil war, the process of the reconstruction of the army did not go in depth. Instead of a real transformation of the army, The reform is built upon the british initiative under the bilateral cooperation. As a matter of fact, during colonial period, the army was the work of the British; It is still their work during the reform phase. The new army is a combination of new forces ex combattants forces and loyal soldiers.*

**Keywords** : Sierra Leone, army, state, mobilization, state collapsed, reconstruction

## INTRODUCTION

L'analyse des rapports entre l'armée et l'Etat en Afrique n'est pas un sujet neuf<sup>1</sup>. Dans le cas de la Sierra Leone, la pertinence réside dans les spécificités de la problématique abordée sous le double rapport des continuités et des discontinuités historiques. La Sierra Leone, pays d'Afrique de l'Ouest a 6 millions habitants. Sa superficie de 71.740 km<sup>2</sup>. L'armée nationale compte 9000 soldats.

En effet l'armée sierra léonaise post coloniale naît officiellement en 1961 avec l'indépendance, mais à partir de 1964 la nomination du Chef d'Etat-major David Lansana fait l'objet de controverses. Le Premier Ministre Albert Margai est accusé d'avoir effectué un choix sur des bases ethniques. L'année 2002, marque la fin du processus de reconstruction de l'armée suite à la guerre civile de 1991. De 1964 à 2002, la place de l'armée sierra léonaise dans l'Etat suscite de nombreuses controverses. L'armée est traversée par des courants ethniques et idéologiques qui justifient qu'elle vacille en fonction des entrepreneurs politiques au pouvoir et des périodes charnières de l'histoire du pays. Mais avant, il convient L'intérêt scientifique de cet article d'histoire vise à comprendre comment l'armée sierra léonaise se mobilise au sein de l'Etat depuis sa formation jusqu'en 2002, date de la fin de sa réforme.

Mais avant, il convient de définir les termes clés du sujet à savoir l'armée et l'état.

Qu'est ce que l'Etat ? Etymologiquement, le mot « Etat » vient du mot latin Status. En lui-même, le vocable n'a pas de sens précis. Il traduit une certaine position, « celle d'être debout », l'idée aussi d'une stabilité de situation. Le mot « Etat » comporte deux sens distincts : il désigne l'ensemble des institutions gouvernementales d'une Nation (Etat-gouvernement), soit la nation elle-même en tant qu'elle est ainsi dotée d'institutions (Etat-Nation)<sup>2</sup>.

Historiquement, l'Etat moderne trouve son origine au compromis qu'on associe aux traités de Westphalie (1648) qui ont établi la non-ingérence dans les affaires religieuses de chaque principauté. A l'intérieur de chaque territoire, l'Etat devenu souverain pouvait exercer le monopole de la violence pour imposer la paix interne. L'interdiction de l'ingérence enlève les motivations et les prétextes religieux qui

1- Augé A., Klourensen, P. (dir.), Réformer les armées africaines. En quête d'une nouvelle stratégie, Paris, Karthala, 2010. ; Bangoura, D., Les armées africaines, 1960-1990, », CHEAM, Paris, 1992 ; Huntington S., The Soldier and the State, Cambridge Mass Press, 1957.

2- BAUTOLINGA Edouard Mpongo-Bokako, Institutions politiques et Droit constitutionnel, tome 1 : théories générales des institutions politiques de l'Etat, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 2001, 326 p, p 27.

peuvent conduire à des confrontations d'alliances construites sur la base de proximité spirituelle.

Par contre, les Etats ont la possibilité de se faire la guerre entre eux pour des raisons et des causes d'ordre matériel : contrôle de ressources, de territoire, des colonies. A partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Etat territorial a évolué en suivant les logiques politiques de son fondement westphalien pour devenir l'Etat-nation souverain, démocratique.

La notion d'Etat est encadrée par plusieurs théories en fonction de la discipline. Dans le cadre de cette étude, nous faisons l'option d'exposer les théories de l'Etat selon le droit international public, la sociologie politique.

Le droit international public a élaboré les éléments constitutifs de l'Etat. Il s'agit de la population, du territoire et du gouvernement. Premièrement, un Etat est avant tout une collectivité humaine. Il ne peut exister sans population. Deuxièmement, un Etat ne peut exister sans territoire. L'Etat disparaît avec la perte de son territoire. Enfin, troisièmement, la nécessité d'avoir un appareil politique est nécessaire à l'existence de l'Etat.

Du point de vue de la sociologie politique, la définition de Max Weber fournit un cadre de référence à notre étude. Il définit l'Etat comme « une communauté d'hommes (...) revendiquant le monopole du recours légitime à la force physique sur un territoire donné<sup>3</sup> ». Ainsi, l'Etat fonctionne-t-il comme un ordre administratif et légal qui revendique l'autorité sur la population d'un territoire donné. L'Etat dispose d'un gouvernement qui permet de lever l'impôt et de fournir des services, de rendre justice et d'exercer le monopole de la contrainte physique. L'Etat tire sa légitimité de cette capacité. Qu'est ce que l'armée ?

L'armée est une institution. Selon les sociologues durkheimiens, elle renvoie à une construction normative, qui nécessite l'élaboration des obligations et des règles intériorisées par les individus y appartenant. Cette institution doit revêtir un caractère impersonnel et collectif. Elle s'inscrit dans la permanence et la durabilité. Ses actions sont opérées dans la continuité. Pour l'institution militaire, il s'agit des traits distinctifs suivants : une hiérarchie de grades avec un paiement et des privilèges proportionnés pour chacune des grades, une étiquette mise en œuvre entre les grades, une promotion par l'ancienneté soutenue par le mérite, une organisation

---

3- BAYART Jean François citant WEBER Max dans l'Ethique protestante et l'esprit de capitalisme, Paris, Plon, 1964 (réédition dans la collection de poche Agora, 1985), p 44. In Les Etudes post-coloniales, un carnaval académique, Paris, Karthala, 2010, 115 p.

pyramidale fondée sur la contrainte, une division verticale des fonctions, et une division horizontales des structures.

A partir de ces définitions, il convient de s'interroger autour de la question centrale suivante : Comment l'armée sierra léonaise se comporte dans l'Etat tout au long des cinq ans d'indépendance ?

De cette problématique, se dégage les questions de recherche suivantes :

Quelles sont les origines de cette armée ? comment a-t-elle été construite ?

Quels sont les répertoires de justification qui sous tendent son action au sein de l'Etat ? Comment l'armée effectue à des périodes données de l'histoire de la Sierra Leone la reprise en main du pouvoir politique et contribue à l'effondrement de l'Etat. Comment l'armée se reconstruit t-elle à la fin de la guerre civile ?

A cet effet, nous sollicitons les sciences historiques pour comprendre la relation entre l'armée et l'Etat en Sierra Leone. La méthodologie utilisée est celle des sciences historiques. La recherche est fondée sur la méthode historique qui consiste à s'appuyer essentiellement sur les sources et les résultats de nos enquêtes de terrain. Nous nous sommes appuyé essentiellement sur les sources écrites notamment les rapports du gouvernement sierra léonais, d'officiels et d' ONGs britanniques comme International Alert, les documents des organisations internationales comme les Nations Unies, les statistiques britanniques sur l'armée. En plus de ces sources écrites, nous avons également consulté des ouvrages généraux qui traitent de la question de l'armée sierra léonaise. Nos enquêtes de terrain se sont focalisées sur des entretiens individuels en Sierra Leone avec des Experts civil<sup>4</sup> et militaire<sup>5</sup> des questions de sécurité et de défense et un soldat de rang qui s'exprime sous le sceau de l'anonymat<sup>6</sup>. La méthode consiste à effectuer un traitement analytique des faits historiques et des entretiens individuels. L'analyse critique des sources et des ouvrages généraux nous a permis de dégager le plan de l'article.

---

4- Ibrahim Bangura, est chercheur à l'université de Fourrah Bay, l'entretien s'est déroulé en septembre 2015 à Freetown

5- Lt Col Deku est de nationalité ghanéenne. Il a travaillé pendant le conflit au sein du contingent ghanéen pour l'ECOMOG (1997) et plus tard dans le cadre de la mission onusienne (1999). L'entretien est réalisé en février 2015 à Accra, Ghana

6- Nous avons rencontré le soldat à Freetown en septembre 2015. Il revenait d'une mission de maintien de la paix en Somalie pour le compte de la Sierra Leone.

Cet article s'articule autour de trois axes. Dans un premier temps, montrer le processus historique de formation de l'armée sierra léonaise, dans un second temps, analyser le rapport de l'armée à l'Etat de l'indépendance à son effondrement, et, enfin, examiner comment l'armée sierra léonaise se reconstruit ensemble avec l'Etat effondré.

## **LA FORMATION DE L'ARMÉE COLONIALE EN INADÉQUATION AVEC LES DÉFIS DE L'ETAT INDÉPENDANT**

L'armée coloniale est au service des Britanniques. La façon dont ceux-ci ont conduit l'armée a eu un impact majeur sur le développement d'une armée nationale souveraine et professionnelle après les indépendances.

Le précurseur de l'armée moderne de Sierra Leone est la Force des frontières ouest africaines, en anglais West African Frontier Force (WAFF)<sup>7</sup>.

La WAFF sert d'instrument colonial à l'effet de servir les intérêts commerciaux et politiques de l'empire colonial britannique. En 1901, suite aux plaintes des chefs locaux, par rapport à ses actions irresponsables et répressives, la Police des frontières est démantelée. En lieu et place est créée la West African Frontier Force qui comprend 600 membres provenant de l'ancienne force de police.

Le premier indicateur constitutif de fragilisation de l'Etat à l'époque post coloniale découle de la sélection sur des bases régionales des soldats. En effet, le corps des officiers est exclusivement britannique ou européen, l'armée, dans les années 1930, comprend une majorité de soldats originaires du Sud-est. Les tribus kono, kissi et mendé constituent presque 80% des hommes du rang. L'on comprend plus tard en 1964, l'hégémonie mendé sur l'armée. Cette composition est partiellement inspirée par l'idée que les individus originaires des tribus guerrières feraient de bons soldats. L'on peut également comprendre pourquoi plus de la moitié de l'armée sierra léonaise moderne comporte des analphabètes. Les recrutements résultent donc de la volonté d'établir un équilibre relatif, au niveau des effectifs des hommes du rang, avec la représentation de toutes les tribus ethniques à l'exception des créoles.

---

7- Notre analyse de la formation de l'armée coloniale britannique s'est appuyée sur les travaux de recherche du Dr (von) DYCK DE NORMAN Christopher, Ottawa, Paterson School of International Affairs, Carleton University, sur le processus de réforme militaire de la Sierra Leone en situation post conflit.

A l'opposé, représentant environ 2% de la population totale de la Sierra Leone, les créoles ne sont pas intéressés par l'armée. Leur style de vie, urbain et bourgeois ne les incita guère à embrasser une carrière militaire.

En amont, s'agissant des recrutements des soldats, les officiers militaires britanniques du RWAFF s'en remettaient aux chefs de ville ou de village comme intermédiaires pour les recrutements. Par exemple, lors de recrutement dans des villages accessibles par voiture, les Britanniques réclament un certain contingent aux chefs traditionnels. Les modalités de recrutement n'obéissent à aucune logique technique, comme des examens physiques, d'aptitude à la profession militaire. Ces hommes de rang, non formés à la base vont constituer le plus grand contingent lors de l'accession à la souveraineté nationale.

Les chefs deviennent donc des intermédiaires importants pour recruter le personnel de sécurité de l'Etat et accomplir d'autres objectifs commerciaux dans l'intérêt de la colonie britannique. Durant la période coloniale, l'armée est perçue comme une fonction sans valeur destinée aux indigènes africains illettrés et sans éducation.

En aval, comme instrument et symbole du pouvoir colonial, les bourgeois sierra léonais regardent l'armée avec mépris. Par exemple, les créoles, qui occupent les postes de niveau moyen dans la fonction publique du gouvernement colonial sont indifférents à tout ce qui touche à l'armée. Ils ferment généralement les yeux sur les enrôlements dans l'armée à cause de leurs aspirations à des niveaux d'éducatons élevés et les professions de classe bourgeoise dans les domaines de la loi, la médecine, l'enseignement et l'administration. Il est extrêmement rare pour des diplômés de l'école secondaire d'opter pour la fonction militaire malgré le fait que le salaire d'un lieutenant-en-second diplômé soit plus lucratif que celui qu'un jeune diplômé de l'enseignement supérieur puisse toucher en entrant à la fonction publique.

Les soldats du rang sont considérés par la classe bourgeoise comme des menaces pour l'éducation et l'instruction de haut niveau. En plus, les parents, dans les provinces rurales, voient en l'enrôlement de leurs fils dans l'armée une opportunité de se défaire de la responsabilité d'élever des hommes pour le futur Etat postcolonial. Entre temps, les groupes ethniques du Nord, tels que les koranko, devinrent dominants dans l'armée à cause du faible niveau d'éducation requis pour s'enrôler. En retour, l'armée post coloniale, ne peut produire qu'une armée d'analphabètes, peu enclin aux valeurs d'intégrité et de professionnalisme.

De plus, l'autre facteur qui déstabilise l'armée post coloniale est relatif à la question ethnique. La dimension ethnique inscrite comme critère de sélection des soldats influe elle aussi négativement sur la viabilité de l'armée nationale après les indépendances. L'instrumentalisation de l'ethnie dans l'armée nationale a donc conduit à une ségrégation en différentes factions. Pis, les nominations au poste de commandement sont faites, non sur le mérite, mais à partir de critères ethniques. Enfin, le vide laissé par le départ des Britanniques pose le problème de la constitution d'officiers de haut rang capable d'assumer les charges du haut commandement pendant la période postcoloniale.

A partir de 1945, quand démarre le processus de décolonisation, les inégalités sociales vont persister. Le fossé entre krios et populations intérieures d'une part et les leaders politiques du protectorat d'autre part se creuse davantage. Le processus de décolonisation est mal assuré. Le mouvement vers les indépendances est conduit dans la division et les fractures ethno-régionales et politiques.

En outre, en 1964, c'est dans l'armée que la politique ethniciste d'Albert a une forte résonance. Les nominations sur des bases ethniques opérées par Albert Margai fragilisent l'armée nationale. Pis, ces nominations enlèvent à l'outil de défense naissant toute sa crédibilité. Sur le plan de l'organisation militaire, Albert Margai forme une armée basée sur les mendés. La proportion de mendés dans l'armée passe de 26% à 52%<sup>8</sup>. Comme le confirme CONTEY MARGAN et DIXON-FYLE, l'émergence d'Albert Margai au sommet de l'Etat en 1964 a vu des efforts délibérés visant à perpétuer la domination des mendés dans l'armée sierra léonaise.

Ce changement dans la composition de l'armée coïncide avec une réduction drastique des commandants britanniques détachés à ce régiment en 1964. A ce propos, seulement quinze des cinquante officiers de cette institution sont britanniques. Leur rôle est limité au commandement et à la formation de certains sous-officiers. Avant 1965, 54 des 59 cadets sont sierra léonais. Et avant 1967, seulement trois officiers britanniques subsistent dans le régiment avec des mendés qui constituent la majorité du corps d'officiers.

Un signal important du fait que la politique basée sur l'identité influence les promotions sous Albert Margai est sa décision de promouvoir David Lansana comme Général de Brigade (Brigadier) du premier bataillon du régiment en juillet 1963. Cette promotion de David Lansana comme Commandant des Forces

8- WOODS Larry J., REESE Timothy R, *Military interventions in Sierra Leone*, Kansas, Combat Studies Institute Press, 2008, 115 p, p11.

Armées est controversée. Elle est interprétée comme une décision délibérée de la part d'Albert Margai d'agrandir et de construire une armée dominée par les mendés en Sierra Leone.

David Lansana est une figure controversée de l'histoire militaire de la Sierra Leone postcoloniale. Son autobiographie illustre la relation entre la construction de l'Etat et la politique ethno-régionale en Sierra Leone. Né en 1922, David Lansana est le fils d'un agriculteur/commerçant mendé de la chefferie de Mandu dans la province Est. Selon Timothy COX, David Lansana est un illettré fonctionnel, ayant atteint seulement le niveau d'éducation primaire. Il s'engage dans le RWAFF en août 1947. Surprenant peut-être, Lansana devient le premier soldat sierra léonais à être nommé officier par les Britanniques. Il reçoit la formation militaire à Eaton Hall Officer Cadet School au Royaume Uni et est promu Lieutenant-en-second en février 1952. Ceci est une réussite importante pour Lansana qui fut l'un des 14 soldats ouest-africains à être nommé officier en 1952.

David Lansana met en place un système de connections pour établir une élite rurale depuis la période coloniale, à travers son épouse qui est une sœur de l'éminent Chef Suprême (Paramount Chief, en anglais) Madam Elle Koblo Gullama. Il devient dans les coulisses un allié proche d'Albert Margai après l'indépendance de la Sierra Leone. Quand Albert Margai succède à son frère comme Premier Ministre en 1964, David Lansana est nommé pour diriger l'armée.

Entre-temps, des sous-officiers originaires du Nord, y compris John Amadu Bangura – un officier compétent encore neutre politiquement – passent inaperçus. John Bangura est un loko du Nord de la Sierra Leone, ayant fait ses études à la prestigieuse Bo Government School et premier sierra léonais diplômé de la prestigieuse UK Military Academy de Sandhurst. C'est le 27<sup>ème</sup> ouest africain nommé officier dans le RWAFF. Dans la "hiérarchie locale", John Bangura est considéré subalterne à David Lansana.

Les Britanniques expriment ouvertement leur désir de voir John Bangura devenir la tête dirigeante de l'armée de Sierra Leone. Celui-ci reçoit les éloges de ses homologues britanniques après avoir dirigé le contingent de Sierra Leone pendant la mission des Nations Unies au Congo en 1960. Les Britanniques ont ouvertement exprimé leur opposition à la nomination de Davide Lansana, le présentant comme un illettré, incapable d'inspirer respect aux soldats de rang. Les conséquences de la décision d'Albert Margai de nommer Davide Lansana au lieu de John Bangura seront plus visibles l'année suivante.

En effet, David Lansana est promu au grade de Général de Brigade après une courte période de trois ans (1961-1964). Il se retrouve soudain responsable de l'armée nouvellement indépendante avec un pouvoir considérable, alors qu'il lui manque le niveau d'autonomie et de professionnalisme d'un officier aguerri. David Lansana ne possède aucune expérience significative pour gérer l'armée nationale. Les Britanniques considèrent l'élévation de David Lansana comme illégitime en raison de sa promotion expéditive au poste de Commandant des Forces Armées.

La nomination de David Lansana accentue non seulement les rivalités ethniques au sein de l'armée mais aussi et surtout le manque de professionnalisme du RWAFF<sup>9</sup>.

En somme, pendant toute la période postcoloniale immédiate de la Sierra Leone de 1961 à 1967, le SLPP a montré un manque de volonté de restructurer radicalement l'armée pour refléter les bases sociales et les besoins matériels d'un peuple nouvellement indépendant. Par exemple, l'amélioration du niveau intellectuel des militaires n'a jamais été une priorité. Les niveaux intellectuels au sein des officiers sont extrêmement bas dans les années 1950 ;

Al'exception d'Andrew T. Juxton-Smith, qui reçoit « d'assez bonnes notes » à l'école secondaire, très peu d'officiers ont des possibilités légitimes d'aller à l'université. Le dernier cadre non sierra léonais est le Secrétaire provincial, qui part en avril 1966. Bien que les expatriés occupent cinq des trente-sept postes clés dans le gouvernement de 1964, la Sierra Leone est complètement administrée par les Africains avant le printemps 1966. Après la suppression progressive de l'assistance britannique, le gouvernement sierra léonais supporte la majorité des dépenses de ses Forces Armées, y compris la formation de spécialistes en Grande Bretagne. En 1966, selon des données officielles, la Grande Bretagne paie £ 150.000 correspondant au coût de la formation militaire de cadets africains, officiers et sous-officiers en Grande Bretagne et £ 1.340.000 correspondant au coût du personnel de service britannique servant dans les forces armées africaines du Commonwealth et dans les équipes de formation en Afrique<sup>10</sup>.

9- A propos de la relation entre les officiers britanniques dirigeant l'armée du Ghana et les officiers ghanéens qui ont reçu une promotion accélérée, le Major General britannique Henry Alexander, ancien chef du staff de défense des forces armées du Ghana révèle: « L'instinct et la formation des officiers britanniques les rend rebelles à tout Général de Brigade nommé après trois ans de service ». Alexander écrit qu'il fut "vraiment stupéfié" par l'accélération d'un calendrier déjà accéléré pour écarter les britanniques des postes de direction.

10- Les chiffres sont tirés de l'analyse du Dr Christopher Von Dyck de Norman, Paterson School of International Affairs, Carleton University, OTTAWA sur le processus de réforme de l'armée sierra léonaise.

Au total, retenons que les origines et la doctrine qui a vu naître l'armée sierra léonaise sont extrinsèques à la formation du nouvel Etat indépendant. Les leaders politiques africains qui se succèdent après l'indépendance n'ont pas été capables de dégager une vision politique structurante capable d'en faire une armée avec des valeurs républicaines fondées sur le respect des institutions, des droits de l'homme et de l'Etat de droit. L'armée est traversée par des factions rivales sur des bases ethniques temnés/mendés. Elle est devenue une armée incompétente. Elle est même qualifiée « d'armée de cérémonie<sup>11</sup> ». Naturellement, son rapport à l'Etat devient problématique. L'armée vacille entre une posture d'acteur de salut et d'instrument d'effondrement.

## **LE RAPPORT DE L'ARMÉE À L'ETAT : DE LA POSTURE D'ACTEUR "MESSIANIQUE " À L'INSTRUMENT D'EFFONDREMENT**

Dans la trajectoire historique de la Sierra Leone, le rapport de l'armée à l'Etat s'exprime sous un double rapport. D'une part les acteurs militaires se représentent comme des messies capables de sauver l'Etat en situation de péril et d'autre part elle contribue à l'effondrement de l'Etat.

L'armée s'est mobilisée comme acteurs de « salut » de l'Etat aux fins de remettre en marche le processus démocratique, à deux reprises dans l'histoire de la Sierra Leone. D'abord de 1967 à 1968, et ensuite de 1992 à 1994.

Le 21 mars 1967, David Lansana prend le pouvoir d'Etat à la suite des troubles politiques des élections de 1967 qui oppose Albert Margai (SLPP) et Siaka Stevens (APC). Ce coup d'Etat change l'ordre politique interne notamment les relations entre le gouverneur général et le pouvoir du SLPP. David Lansana n'aura pas l'occasion d'organiser son pouvoir. Deux jours après, le 23 mars 1967, Juxton Smith fait un contre coup d'Etat.

En effet, la situation s'envenime lorsque certains officiers conduits par les commandants A.C. Blake et B.I. Kai-Samba soupçonnant le Général de Brigade Lansana de vouloir nommer à nouveau Albert Margai parvinrent à arrêter Lansana et Albert Margai. Les jeunes militaires qui conduisent les opérations s'installent au pouvoir. La junte met en place le National Reformation Council (NRC), le 23 mars 1967<sup>12</sup>.

11- WOODS Larry J., REESE Timothy R, op cit., p. 13.

12- Les membres du NRC sont : le Lieutenant-Colonel Andrew T. Juxton-Smith comme Président, le Commissaire de police William Leigh comme son Adjoint, les Commandants A.C. Blake, S.B. Jumu, K. I. Kai Samba, Abdul R. Turay et le Commissaire adjoint Alpha Camara.

Le chef de la junte, Juxton-Smith conduit un gouvernement réduit. Il installe un gouvernement de 9 membres. Dans sa campagne de communication politique, le NRC annonce son intention de réduire les antagonismes ethniques dans le pays, le népotisme, la corruption et de mettre Dans le même temps, Il y a des mécontentements au sein de l'armée nationale notamment au sein de la troupe qui accuse les officiers supérieurs et généraux de vivre dans l'opulence alors que les soldats de rang vivent dans la misère. Ainsi, dans la nuit du 17 avril 1968, un coup d'Etat est mené contre la junte. Le coup d'Etat est dénommé « la révolte des sergents » parce que conduit par la troupe. Les soldats qui conduisent les opérations sont Morlai Kamara et Patrick Contey. Ils mettent en place le Mouvement Révolutionnaire Anti-Corruption<sup>13</sup> qui parvient à transférer le pouvoir à Siaka Stevens.

Dans la même veine, en 1991, Face à l'offensive des soldats du RUF, le Gouvernement de Joseph Momoh a du mal à empêcher l'action des rebelles. Dans ce contexte, des jeunes soldats rentrés du Liberia tentent un coup d'Etat militaire contre le régime en place. Ces soldats sont conduits par le capitaine Valentine Strasser<sup>14</sup>. Le 29 avril 1992, un petit groupe de soldats dont le nombre varie entre 36 et 50 quitte la ligne de front pour protester contre les conditions difficiles de l'armée qui combat les rebelles<sup>15</sup>. Ils prennent d'assaut le palais présidentiel. Ce même jour à 14 heures, les soldats annoncent un coup d'Etat.

Entre temps, le Président se réfugie d'abord à l'ambassade du Nigeria en Sierra Leone avant de s'envoler sur la Guinée en exil. La junte militaire s'installe et met en place le National Provisional Ruling Council (NPRC) mettant ainsi fin à 23 ans de règne du régime APC. Sur la question, Valentine Strasser réagit : « *si c'était à refaire, je le referais, je pense que c'est ce dont le pays avait besoin* »<sup>16</sup>.

Au demeurant, deux ans plus tard, un contre coup d'Etat intervient au sein de la junte en 1994 conduit par Maada Bio. Ce coup d'Etat est la manifestation des divergences internes au sein de la junte au sein de la junte. Maada Bio change de posture politique. Il décide d'ouvrir les négociations politiques avec le RUF à Abidjan. Avant la conclusion de l'accord d'Abidjan, Maada Bio sous la

13- En Anglais, Anti-Corruption Revolutionary Movement (ACRM)

14- Le capitaine Valentine Esegrabo Melvin Strasser est né le 26 Avril 1967 à l'Est de Freetown.

15- BUNDU Abbas, BUNDU Abass, Democracy by Force?: A study of interventional military intervention in the conflict in Sierra Leone from 1991 - 2000, Universal Publishers, 2001, 317 p

16- Entretien de Valentine Strasser avec la BBC le 25 juin 2015.

pression interne de la société civile et de la communauté internationale parvient à organiser les élections en 1996. Ces élections remportées par Ahmed Tejan Kabbah permettent au pays de renouer avec la démocratie depuis les élections de 1967. Sur ces deux différentes périodes (1967-1968) et (1992 -1996), on remarque que l'intervention des acteurs militaires permet de restaurer la démocratie dans le pays. Ainsi, l'armée se représente dans une position d'acteur de salut de l'Etat. A l'opposé, en 1997, les hommes en uniforme, décident de perpétuer l'état de guerre en participant à son effondrement.

Juste une année après l'accession au pouvoir de Tejan Kabbah, en 1997, une partie de l'armée nationale se soulève contre le président élu. Selon le diplomate américain John HIRSH, l'annonce du coup d'Etat s'est faite par l'intermédiaire du caporal Tamba Gborie. Le coup d'Etat du 25 mai qui se déroule à la surprise générale des populations, démarre à trois heures du matin. John HIRSH relate avec force détails les faits qui se déroulent:

*« Le dimanche 25 mai à 03 heures du matin, au moment où la plupart des populations dorment paisiblement, les insurgés prennent le contrôle de l'armurerie du camp militaire de Murray Town. Quelques instants plus tard, des tirs nourris sont entendus. Les militaires vêtus de rouge commencent à quadriller la ville. Aux environs de 06 heures du matin, ils ouvrent le portail principal de la prison de Pendemba Road. Les soldats libèrent tous les prisonniers y compris le Commandant Johnny Paul Koroma qui est choisi comme étant le premier responsable de la coalition AFRC au pouvoir ».*<sup>17</sup>

Au pouvoir, le commandant Johnny Paul Koroma lance un appel solennel à ses frères du RUF de bien vouloir le rejoindre dans le combat « pour la restauration de la démocratie ». La junte forme le Conseil Révolutionnaire des Forces Armées, en anglais Armed Forces Rulling Council (AFRC). Le Major Paul Koroma en est le Chef et Foday Sankoh alors en détention au Nigeria, Vice-président. Ce fait est inédit. Cette alliance soldats-rebelles sonne le glas de l'institution militaire et de l'Etat.

La situation humanitaire est catastrophique. Dans les zones urbaines, les aliments vendus dans les commerces sont d'un accès limité en raison de leur cherté (leur prix a plus que triplé depuis le coup d'Etat). Les systèmes de santé sont au bord de l'effondrement. Une épidémie de rougeole qui s'est déclenchée en 1997 est à l'origine de 30% des cas de mortalité infantile. Dans

17- HIRSH John, Sierra Leone, Diamonds and the struggle for democracy, London, International Peace Academy, 2001, 134 p.

le seul district de Koinadugu, 3.000 cas de rougeole ont été signalés. En sus, des dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées sont signalées. 308.695 personnes sont des déplacées internes<sup>18</sup>. Le président élu part en exil en Guinée. Les forces de l'Ecomog, les kamajors mènent la bataille dans le pays contre la coalition rebelle-armée. L'Etat a quasiment disparu de 1997 à 1999 en Sierra Léone<sup>19</sup>.

Au final, la complexité de l'institution militaire dans son rapport à l'Etat crée un vide sécuritaire à combler. Le gouvernement engage des sociétés étrangères de mercenaires afin de former son armée et rétablir la stabilité. La Gurkha Security Guard et la Executive Outcomes se voient confier cette tâche<sup>20</sup>.

Aussi, des forces locales d'autodéfense comme les kamajors sont créées pour servir de forces de contre-insurrection pour trouver des solutions au regard de l'incapacité de l'armée à assurer la sécurité de la population contre les attaques rebelles. Il s'agit d'une véritable démonstration de la faillite du monopole de la violence légitime. C'est la raison pour laquelle, à l'issue de la guerre civile en 2002, est initié un processus de reconstruction de l'Etat y compris de l'armée.

## **RECONSTRUCTION DE L'ARMÉE SIERRA LÉONAISE : RÉFORME OU TRANSFORMATION ?**

Le défi qui s'est présenté à l'Etat sierra léonais à l'issue de la guerre est la réforme de l'armée. Fallait-il la reformer ou la transformer à la lumière des antécédents historiques? La Sierra Leone a fait le choix de la réforme dans le cadre du processus de la réforme du secteur de la sécurité (RSS).

Le processus RSS se définit comme l'ensemble des réformes structurelles et sectorielles qui interviennent dans les domaines militaire, sécuritaire, judiciaire et institutionnelle. C'est une démarche holistique qui vise à faciliter le contrôle démocratique du système de défense et de sécurité dans le pays.

Le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité en Sierra Leone s'est inscrit dans le contexte de la résolution du conflit et de l'assainissement de

---

18- Troisième rapport intérimaire du secrétaire général sur la mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone S/1998/1176.

19- KOUASSI Yao, Les Guerres civiles en Afrique (1955-2002), Abidjan, Thèse d'Etat en Histoire Contemporaine, Université de Cocody, UFR SHS, Département d'Histoire, 3 tomes, 2010, 1649 p.

20- GBERIE Lansana, Rescuing a fragile state, Ottawa, Press of Wilfried Laurier University, 2009, 133 p.

l'environnement sécuritaire. A l'instar du Desarmement, de la Demobilisation et de la Reinsertion (RSS), le processus du RSS est également encadré par les accords politiques de paix. Dans le cas de la Sierra Leone, les accords de paix d'Abidjan (1996) et de Lomé (1999) constituent la base de l'ossature du SSR. Deux grandes étapes historiques encadrent la réforme du secteur de sécurité. Il s'agit de la période 1996-1999 et celle qui démarre à partir de 1999 jusqu'en 2002.

## LA PREMIÈRE ÉTAPE DU PROCESSUS SSR (1997-1999)

Les premières initiatives RSS démarrent à l'issue des accords d'Abidjan. Les initiatives sont conduites par le Gouvernement britannique. La réponse britannique s'est traduite par un programme en vue de rebâtir le système parlementaire, la justice, la police, le secteur public ainsi que l'armée.<sup>21</sup> Le budget de cette initiative pionnière s'élève à environ 150.000 livres Sterling. Le coup d'Etat de mai 1997 et le retour de Tejan Kabbah en février 1998 accélèrent le processus de réforme. En effet, la situation sécuritaire dans le pays reste volatile. Les forces proches de la junte ont été défaites mais non éliminées. Elles continuent de poser un obstacle majeur à la sécurité et à la stabilité du pays. Cependant, reconnaissant que bon nombre de soldats de l'armée nationale sierra léonaise prennent ouvertement position pour la junte, d'autres restent loyaux à l'Etat. C'est la raison pour laquelle un processus de restructuration de l'armée démarre. Tejan Kabbah nomme le Colonel Maxwell Khobe, commandant de l'ECOMOG, comme chef d'Etat major de l'armée sierra léonaise.

Cette nomination du Colonel Maxwell Khobe, symbolise, en réalité le fondement politique de l'acte de restructuration de l'armée. Dans le contexte qui prévaut en Sierra Leone, la prise d'une telle décision stratégique pose deux problèmes. Le premier est relatif à la légitimité et à la loyauté de l'armée nationale vis-à-vis du Président de la République, Chef suprême des armées, en vertu de la constitution. Le déficit de confiance qui s'est instauré entre l'armée nationale, censée défendre l'intégrité nationale et les institutions de la république incarnées par le Président de la république apparait à nos yeux comme source de grave d'instabilité institutionnelle et politique. Ce déficit de confiance, se matérialise par la nomination d'un officier d'une armée étrangère à la tête des forces armées sierra léonaise. C'est ainsi qu'apparait le deuxième problème. A

21- ALBRECHT Peter et JACKSON Paul, *Security System Transformation in Sierra Leone*, 1997-2007, Londres, première édition Février 2009, 211 p. p 21.

partir de cet instant, l'armée sierra léonaise perd toute sa souveraineté, par le fait de son extranéité. Une armée est le socle d'une nation. Elle est constitutive de l'Etat. Elle est le symbole de la souveraineté d'un pays.

La nomination de Khobe fut-elle à titre provisoire marque la fin du « pacte politique » entre le président et son armée. Elle ouvre une nouvelle ère dans l'histoire militaire et politique de la Sierra Leone. La position du président Kabbah est renforcée par celle de l'opinion nationale qui estime que l'armée est discréditée à ses yeux. Par ailleurs selon des sources proches du régime de Kabbah, en exil déjà, des sérieuses réflexions faisaient état de la démobilisation de l'armée nationale en vue de redéployer la police nationale pour faire office d'armée nationale.

Un plan militaire est conçu par le Colonel Khobe. Ce plan prévoit une réforme de l'armée. Une réforme numérique qui place à 6.000 soldats l'armée nationale. Dans les faits, la réforme va consister à une ré-articulation du dispositif militaire en place. Le Colonel Khobe suggère que l'armée nationale ne soit pas totalement démobilisée.

Au cœur du nouveau dispositif, il prévoit l'ECOMOG et les Forces de Défense Civile. Il maintient un embryon militaire de l'Armée Sierra Léonaise qui comprend deux bataillons. Leurs équipements militaires sont essentiellement composés d'armes AK-47, et d'armes traditionnelles<sup>22</sup>. L'armée nationale n'existe désormais que de nom. L'ECOMOG et les Forces de Défense Civile constituent les seules forces loyales au Gouvernement. Elles sont placées au cœur du nouveau dispositif militaire.

L'attaque de janvier 1999 dite opération « Pas de vivant », relance la question de la nécessité d'une réforme en profondeur de l'armée nationale. La nouvelle invasion de la coalition armée AFRC/RUF à Freetown confirme les positions politiques de Kabbah et met à nu les déficiences stratégiques militaires du nouveau dispositif en place. La question de la réforme de l'armée est au cœur des négociations de paix qui s'ouvrent à Lomé. L'accord qui sanctionne ces négociations accorde une importance particulière à la restructuration des forces de défense et de sécurité. Il s'ouvre ainsi la deuxième étape historique du processus SSR.

---

22- ALBRECHT Peter et JACKSON Paul, op cit., p 24.

## LA DEUXIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS RSS (1999-2002)

Les parties signataires de l'accord de Lomé notent en l'article XVII, la problématique de la restructuration et la formation des forces armées sierra léonaises. L'alinéa 1 de cet article dispose :

« La restructuration, la composition et la formation de la nouvelle force armée sierra léonaise sera conduite par le Gouvernement avec pour objectif de créer une nouvelle force armée nationale dont la loyauté à l'endroit du seul Etat de la Sierra Leone, capable et volontaire pour réaliser leur rôle constitutionnel »<sup>23</sup>.

Comme on le voit, l'accord lui-même pose le principe principal de la loyauté de l'armée ainsi que de la nécessité de respecter ses obligations constitutionnelles. En d'autres termes, l'armée doit assurer la sécurité de la République de la Sierra Leone, préserver la sûreté et l'intégrité territoriale de l'Etat, de participer au développement, de protéger le peuple sierra léonais et la Constitution<sup>24</sup>. S'agissant des critères d'éligibilité relatifs à la nouvelle armée, l'accord prévoit que les ex-combattants du RUF, du CDF, et de la SLA, qui veulent s'intégrer dans la nouvelle armée nationale restructurée doivent respecter les critères établis<sup>25</sup>.

Sous le leadership du Gouvernement de la Sierra Leone, comme stipulé par l'Accord de Lomé, six étapes sont définies :

**La première étape** est relative au lien entre le désarmement, la démobilisation et la réinsertion et la réforme du secteur de la sécurité. Durant ce processus DDR, les combattants qui souhaitent aller à l'armée nationale ont été priés de faire acte de candidature à l'armée nationale.

**La deuxième étape** est liée aux décisions potentielles de recrutement. Des camps temporaires sont ouverts en juin 2001 et fermés en mars 2002. Les potentiels aspirants à l'armée nationale ont été envoyés dans un environnement militaire. Les soldats aspirants font l'objet d'examens suivants portant sur les aspects médicaux et sur leur statut marital. Des investigations sur leurs antécédents judiciaires ont été conduites par la police et les renseignements généraux de la Sierra Leone.

23- Accord de paix de Lomé article XVII

24- Constitution de 1991.

25- Accord de paix de Lomé article XVII.

**La troisième étape** est le profilage individuel. En juin 2001, le Gouvernement ouvre un centre de sélection à Lungi. Les aspirants à l'armée nationale subissent des examens d'ordre médical et physique. Il est aussi fait état d'un test du niveau d'instruction et l'expérience militaire. A la fin de ce processus, un jury composé d'un officier supérieur de la MINUSIL, des officiers du RUF, des CDF membres de la Commission Nationale de Désarmement, de Démobilisation et Réinsertion. Les candidats sélectionnés en dernier ressort sont appelés à intégrer l'armée nationale.

**La quatrième étape** consiste à mettre sur pied un centre d'instruction et de formation. Une formation militaire commune de base est dispensée aux potentiels soldats de l'armée nationale. La formation dure de la mi-juin 2001 à mars 2002.

**La cinquième étape** consiste à formaliser l'entrée des aspirants dans l'armée nationale. Les premiers soldats retenus dans l'armée nationale sont intégrés en fin juillet 2001. Le processus s'est achevé en mai 2002. Les nouveaux soldats reçoivent leurs uniformes, des armes et des équipements pour la première fois. Un programme de formation de 9 mois dans les unités d'infanterie est organisé.

**La sixième étape** est relative à la mobilisation et au déploiement des soldats dans leurs différentes unités. Ils sont soumis à test probatoire de six mois. A l'issue de ce test, une note de confirmation est adressée à chaque soldat.

La mise en œuvre de ce programme d'intégration des soldats à la nouvelle armée repose sur trois piliers : la complémentarité avec le programme DDR, l'inclusivité du processus, la certification technique du processus par la MINUSIL.

Du point de vue de la critique de ce processus SSR relativement à la complémentarité avec le programme DDR, il est important de noter que le lien fait entre le processus DDR et le SSR a permis d'effectuer un travail cohérent et de synergie entre les deux opérations. Le risque, c'est d'éviter une approche qui pourrait créer des doublons dans le processus. La cible première des deux processus étant les ex-combattants. La mise en cohérence des deux opérations constitue un facteur positif.

En ce qui concerne l'exclusivité comme principe qui garantit la transparence et l'objectivité du processus, l'observation du processus par les ex-combattants issus des rangs du CDF et du RUF a permis d'asseoir une certaine légitimité et confiance nécessaires dans ce genre de processus.

Enfin, la certification technique. L'un des risques de ce genre de processus est lié à sa forte politisation. Les exemples de la RDC, de l'Angola montrent à l'envie que ce genre de processus reste souvent tributaire de la volonté politique. Pour éviter cette politisation, il convient d'adopter une posture technique rigoureuse. A cet égard, l'appui des britanniques est déterminant.

Si l'on se réfère au tableau ci-contre, il est important de noter le fort taux d'admissibilité des candidats au programme de réintégration dans l'armée (80%). Cela est dû probablement à la présélection rigoureuse du départ. Et cela, en fonction des critères préétablis. En outre, le taux de présence des forces ex-combattantes à savoir le RUF et le CDF dans la nouvelle armée appelle deux observations. Près de 65% des soldats du RUF sont admissibles à l'armée nationale. Cela peut se traduire par le fait que ce sont soit des soldats aguerris au fait d'arme - l'expérience militaire étant un critère - soit par leur importance numérique.

**Tableau :** Résultats du test d'intégration dans l'armée nationale en Sierra Leone

Nombre de candidats au programme de (ré) intégration dans l'armée	2.982
Pourcentage de candidats ayant réussi le test de sélection	80%
Soldats ayant démarré la formation initiale	2.385
Pourcentage de combattants du RUF et du CDF ayant rejoint l'armée nationale	65% pour le RUF et 35% CDF
Soldats ayant réussi la formation de base	2.349
Taux de réussite au test de base	98%

*Source : ALBRECHT Peter et JACKSON Paul, Security System Transformation in Sierra Leone: 1997-2007, Londres, première édition février 2009, 211 p. p 66.*

D'autre part les Forces de Défense Civile proches du pouvoir en place ont un niveau d'intégration relativement faible par rapport au RUF. Le taux est de 35%. Au total, sur la base de ces résultats, nous pouvons objecter que le processus s'est relativement organisé sur des bases relativement objectives. Ce processus selon Peter ALBRECHT et Paul JACKSON, s'est reposé sur les principes suivants : l'impartialité, la transparence, le recrutement basé sur des critères objectifs, les choix individuels, l'absence de passe-droit, l'obligation d'être opérationnel, l'intégration de la formation dans les meilleurs délais, la constitution d'une main d'œuvre pour la nouvelle armée, l'exclusivité du processus.

## CONCLUSION

L'objectif de cet article est de montrer les liens entre l'armée et l'Etat. Nous avons montré que le positionnement institutionnel de l'armée après l'indépendance du pays en 1961 est fortement influencé par son origine historique. L'institution militaire, censée être la colonne vertébrale de l'Etat s'est retrouvée souvent en conflit avec les aspirations de ce dernier. L'outil militaire s'est tantôt représentée comme le messie à l'effet de sauver la nation, tantôt comme un moyen de fragilisation voire d'effondrement de la nation. En conséquence, est née, une déconnexion et une désaffection entre l'armée, les citoyens et l'Etat.

A l'issue de la guerre civile, l'Etat s'est embarqué avec l'aide des partenaires britanniques et sous régionaux notamment nigériens dans une réforme de l'armée dans le cadre du processus SSR. Selon nous, il aurait fallu une vraie transformation de l'armée sur de nouvelles bases pour la remettre au centre des préoccupations des citoyens et de l'Etat. La nouvelle armée hérite des ingrédients de la résolution du conflit. Il s'est agi de fondre les forces rebelles non étatiques ensemble avec les forces dites républicaines restées fidèles à l'Etat. C'est une réponse conjoncturelle, mais pas structurante. Le problème reste entier. Il est important pour l'Etat de demeurer continuellement dans une dynamique processuelle en tenant compte des antécédents historiques pour transformer l'armée en profondeur.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABDULLAH Ibrahim (sous la direction), *Between Democracy and Terror. The Sierra Leone Civil War*, Dakar, Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA), 2004, 263 p.
- ALIE Joe A.D., *A New history of Sierra Leone*, Freetown Macmillan, 1990, 292 p.
- ALIE Joe.A.D, *Sierra Leone since independence, History of a postcolonial state*, Freetown, Africa Future Publishers, 2007, 270 p.
- DANIEL DEE ZIANKAHN JR, *The impact of military coup d'Etats on west Africa socio-economic and political development*, Masters , Zion University College, Monrovia, Liberia, 2001 , 80 p.
- ERO Comfort, *Working paper on Sierra Leone*, published by the Conflict, Security, Development Group, King's college London, 2000, 64 p.
- FOWLER Will, *Certain Death in Sierra Leone, the SAS and Operation Barras 2000*, 64 p.
- GBERIE Lansana, *A Dirty War in West Africa. The RUF and the destruction of Sierra Leone*, New York, Indiana University Press, 2005, 217 p.

- GBERIE Lansana, *Rescuing a fragile state*, Ottawa , Press of Wilfried Laurier University, 2009, 133 p.
- JALLOH Mohammed, *Effondrement et reconstruction de l'Etat*, Thèse pour le Doctorat en Science politique, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2011, 534 p .
- KOUASSI Yao, *Les Guerres civiles en Afrique (1955-2002)*, Abidjan, Thèse d'Etat en Histoire Contemporaine, Université de Cocody, UFR SHS, Département d'Histoire, 3 tomes, 2010, 1649
- KOROMA Abdul Karim, *Sierra Leone: the agony of a nation*, Freetown, Andromeda publications, 1996, 253 p.
- LORD David, *Paying the price, the Sierra Leone peace process*, London, ACCORD, 2000, 99 p
- SQUARE Issaka, *Guerres civiles et coups d'Etat en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2007, 292 p, p 165.
- MARINA Grace, « Africa Dialogue », Monograph series N°1/2012 opportunity or threat: The engagement of youth in African Societies, London, ACCORD, 144 p.